

## Beyrouth peut-il toujours compter sur la France et la francophonie?

**DIPLOMATIE** Le Sommet de la francophonie, tenu en cette fin de semaine, pourrait être l'occasion d'aborder la situation du Liban, pays membre entretenant une très forte relation avec le pays hôte

PAUL ACKERMANN, PARIS  
✉ @paulac

Dans le cadre du Sommet de la francophonie, organisé en cette fin de semaine par la France pour la première fois depuis trente-trois ans, c'est devant la Cité internationale de la langue française, à Villers-Cotterêts, qu'Emmanuel Macron a accueilli ses homologues vendredi à la mi-journée. Le président voulait mettre en avant ce château transformé en institution culturelle, «la traduction concrète en pierre et en ciment de son engagement» pour la francophonie selon l'Elysée. C'est ici que François 1er signa l'ordonnance imposant le français dans tous les actes à portée juridique du royaume.

Au centre de cette petite ville à une heure de Paris, typique des campagnes périurbaines françaises, on croise juste après la gare un grand portrait de Marine Le Pen, en vitrine de la permanence du député RN de la circonscription. Mais ce vendredi, sous un soleil radieux, c'est un ballet diplomatique qui prend possession des lieux. Emmanuel Macron aura ensuite reçu à Paris dans la soirée les chefs d'Etat (dont Viola Amherd) ainsi que des dirigeants d'organisations internationales (dont Alain Berset) pour un dîner de gala à l'Elysée. Ils enchaînent

ront samedi, à quelques mètres de là, au Grand Palais, avec les séances plénières. C'est lors de ces huis clos que devraient être abordées les questions relatives aux conflits, notamment un point sur la situation au Liban, pays membre entretenant une très forte relation avec la France, représenté au sommet par son ministre de l'Information Ziad Makary.

Environ 40% des Libanais parlent effectivement le français, cette langue étant inscrite dans la Constitution, derrière l'arabe, langue officielle. On retrouve la langue de Molière sur les billets de banque libanais, les panneaux routiers, certaines plaques d'immatriculation et certains bâtiments officiels.

Pour le politologue Antoine Basbous, associé chez Forward Global et directeur de l'Observatoire des pays arabes, au vu de l'importance du Liban dans la francophonie, ce sommet peut être l'occasion de mobiliser: «Il y a plus d'un million de déplacés qui nécessitent une attention exceptionnelle. Mais ça, ce sont surtout les affaires des ONG. La France et ses partenaires étatiques doivent chercher à resusciter prioritairement la République libanaise et les institutions de l'Etat de droit.»

Si la France peut sembler moins visible sur le dossier libanais que par le passé, elle a tout de même envoyé sur place son nouveau ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot dès lundi, et Emmanuel Macron a réuni mardi un Conseil de défense et de sécurité nationale sur la situation, annonçant saisir le Conseil de

sécurité des Nations unies. Du côté des diplomates suisses qui suivent le dossier, on note que Paris fait partie des Occidentaux qui tiennent les propos les plus durs pour condamner les frappes israéliennes. La France avait également été à l'initiative avec les Etats-Unis de l'appel à un cessez-le-feu de vingt et un jours rejeté par Israël quelques heures avant la mort de Hassan Nasrallah. Le ministre des Affaires étrangères libanais a affirmé jeudi que le Hezbollah avait accepté ce cessez-le-feu. L'Elysée était au courant mais, interrogé par *Le Temps*, refuse de commenter. La France organisera par ailleurs «très prochainement» une grande conférence internationale de «soutien au peuple libanais et à ses institutions».

### «Macron n'est pas du tout en confrontation sur le Liban avec son premier ministre»

ANTOINE BASBOUS, POLITOLOGUE

On se souvient que deux jours après la double explosion qui avait ravagé Beyrouth en 2020, Emmanuel Macron s'était rendu lui-même sur place pour rappeler que les destins français et libanais «sont noués indélébilement par les liens du temps, de l'esprit, de l'âme, de la culture, des rêves».

Le président français a habitude ceux qui le suivent à un activisme très visible sur les points chauds de la planète ces dernières années. Cette semaine peut paraître moins spectaculaire. Un signe de perte de marge de manœuvre dans une situation de quasi-cohabitation avec Michel Barnier? Emmanuel Macron «a peut-être moins de poids mais il a un premier ministre très sensible à la question libanaise, répond Antoine Basbous. Donc il n'est pas du tout en confrontation sur le Liban avec son premier ministre.»

### De François 1er à Chirac

«L'engagement de la France auprès du Liban reste total», affirme l'Elysée. Pour Antoine Basbous, il faut cependant reconnaître que «la France ne fait plus la pluie et le beau temps, au Liban comme en Afrique». Mais elle reste tout de même un des pays «les plus impliqués, qui a le plus de connaissances, de profondeur, d'intérêt pour le Liban». De toute façon, ajoute-t-il, «qui peut prétendre être efficace sur le théâtre libanais dans la mesure où tout dépend d'Israël et de l'Iran, et qu'entre les deux, l'Europe et les Etats-Unis pèsent finalement très peu? L'effet des pressions sur Israël reste très limité.»

Antoine Basbous se demande également si la France ne devrait pas voir un avantage dans «le fait de débarrasser le Liban d'une génération de djihadistes qui avaient commis l'attentat du Drakkar, l'enlèvement de diplomates et de journalistes, l'assassinat d'amis de la France comme l'ancien premier ministre Rafic Hariri, ami intime de

Jacques Chirac qui avait personnellement exigé qu'on ne le touche pas».

Mais d'où vient cette relation spéciale avec la France? Et à quel moment a-t-elle quelque peu faibli? Le lien remonte à l'époque des croisades, où les chrétiens maronites du Mont-Liban ont aidé les rois de France et réciproquement. Une protection renouvelée au fil des siècles, notamment par François 1er puis Napoléon III.

Puis, à la suite de la Première Guerre mondiale et jusqu'aux dernières années de la Seconde, le Liban se retrouvera sous mandat français de la Société des Nations. La protection, moins formelle, continuera au fil des décennies même si elle a perdu de sa force. Pour Antoine Basbous, «le moment fatidique, c'était dans les années 1970, quand Yasser Arafat se battait contre l'armée libanaise unifiée et que Valéry Giscard d'Estaing avait envoyé son ministre des Affaires étrangères Jean Sauvagnargues à Beyrouth pour le rencontrer, reconnaissant de facto Beyrouth comme capitale de l'OLP. La prise de distance avait commencé en 1969 quand Georges Pompidou avait demandé au président libanais Charles Hélou de régler ses différends avec l'OLP d'Arafat dans le cadre de la Ligue des Etats arabes. Ces étapes ont été suivies d'autres formes de désengagement.» Plus proche de nous, sous Jacques Chirac, la relation passait surtout sur un plan personnel avec Rafic Hariri, se souvient Antoine Basbous. «Après, Sarkozy est venu détricoter ce qu'avait fait Chirac en invitant Bachar el-Assad à Paris.» ■